

De : Jean-Marc GEOFFROY [mailto:]
Envoyé : jeudi 31 mai 2012 10:43

Bonjour,

[...]

Concernant le point évoqué dans mon courrier du 14 février et la question n°5 de la consultation publique que l'ARCEP a publiée fin Avril, voici notre réponse :

- Question n°5 : Que pensez-vous d'interdire l'utilisation de numéros spéciaux vocaux à tarification majorée pour appeler une personne physique ou morale sans avoir recueilli préalablement et de manière explicite son consentement afin d'être jointe, même temporairement, par un tel numéro ?

Nous pensons qu'à partir du moment où le média diffusant le numéro surtaxé ne présente aucune confusion possible entre lui et l'entité associée au numéro, et que de plus, le média offre une réelle valeur ajoutée dans la facilité de trouver et d'être mis en relation avec l'entité recherchée, nous ne trouvons rien de choquant à l'utilisation de ce procédé. Cependant, il nous paraît pertinent d'avoir recueilli préalablement l'accord de l'entité pour être jointe de cette façon, en particulier dans le cas d'entités à vocation sociales, caritatives ou en rapport avec le monde de la santé. Par conséquent nous sommes opposés à une interdiction systématique mais plutôt au cas par cas.

Concernant les autres questions, voici nos réponses et remarques :

*- Question n°1.
Que pensez-vous d'une tarification de la composante « S » identique pour tous les opérateurs au départ desquels le numéro est accessible ? De quelle manière envisagez-vous de définir le socle commun des tarifications supportées par l'ensemble des opérateurs de départ ?*

Nous pensons que la mise en place d'une tarification de la composante "S" identique pour tous les opérateurs va dans le bon sens.

*- Question n° 2.
Que pensez-vous de la granularité minimale définie pour les valeurs des paliers tarifaires ?*

Cela nous convient.

*- Question n° 3.
La création d'une catégorie de numéros courts à 6 chiffres vous semble-t-elle adaptée pour répondre aux attentes des éditeurs ?*

Oui.

*Question n° 4.
Que pensez-vous de la création d'une catégorie de numéros spéciaux SMS / MMS ?*

Cela va dans le bon sens.

*Question n° 6.
Que pensez-vous des impacts induits par une modification de la tarification de détail sur les services ouverts commercialement ?*

L'impact va être très important en terme de communication, aussi un délai significatif pour sa mise en place doit être proposé. La date du 01/01/2015 nous paraît raisonnable.

*Question n° 7.
Que pensez-vous du calendrier d'entrée en vigueur des différentes évolutions prévues dans ce projet de décision ?*

Il est mentionné dans le paragraphe IV 2.f. : "Abandon des paliers tarifaires facturés à l'appel et à la durée"

Je ne vois pas la date de mise en place de cette modification dans le calendrier ?

Cordialement.
Jean-Marc Geoffroy.

Jean-Marc GEOFFROY
EWAY TELECOM
<mailto:XXXXXXXX>
300 B, rue Marcel Paul - ZAC des Grands Godets 94500 Champigny sur Marne
Std: +33 (0)X.XX.XX.XX.XX
Fax: +33 (0)X.XX.XX.XX.XX
<http://www.eway.fr>